

NAO 2019

protocole de désaccord ENCORE !

2019 n'aura pas permis de poser des bases de négociations différentes que celles imposées à la hussarde par la direction en NAO 2018. Résultat : protocole de désaccord pour la CGT.

Les Négociations Annuelles Obligatoires 2019 démarrées tardivement le 29 novembre avaient été suspendues après la deuxième réunion le 4 décembre et le décès de notre collègue Régis. Celles prévues le 26 février 2020 ne se sont pas tenues pour cause de négociation du PSE dans le cadre du projet *EBRA Services*. S'en est suivi le confinement dû à la situation sanitaire que nous avons tous subi.

Pour rappel, la CGT défendait le cahier revendicatif suivant :

- Revalorisation générale des salaires de 1 %
- Prime exceptionnelle d'adaptation : 2000€.
- Pour les Employés à l'échelon 1, 2 et 3 : passage à l'échelon supérieur

A date, que nous propose la direction ? Le 20 août de manière informelle et après avoir signé un accord avec les *DNA* sur les mêmes bases, une prime de 300 euros brut est soufflée discrètement par la direction, dix jours

avant le délai légal du paiement de la prime dite PEPA, exonérée d'impôt sur le revenu et de prélèvement sociaux pour les salariés et intérimaires dont la rémunération est inférieure à trois SMIC (donc chargée et imposable pour les autres).

De mémoire de syndicalistes, cette fois nous touchons le fond des non-négociations... qu'à cela ne tienne, **la direction versera cette prime de 300€ décidée de manière unilatérale fin août** et cette somme sera évidemment bienvenue pour tous les salariés.

NAO 2020 ? Nous ne sommes qu'au mois d'août... ne nous pressons pas ! ? « Elles seront lancées d'ici la fin de l'année », rassure notre DRH. Rappelons simplement à la direction que nous sommes encore 193 salariés (176,65 ETP) et qu'au 1^{er} janvier 2021, 36 salariés seront en préavis pour licenciement de l'entreprise... Et pourtant chacun d'entre eux continue d'effectuer sa mission avec conscience professionnelle au quotidien, qu'il parte ou qu'il reste au journal *L'Alsace*. Malgré le mépris de la direction par rapport à leurs revendications...